Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Le gouvernement libéral du Canada est complice de la tentative de coup d'État parrainée par les États-Unis au Venezuela

Par Roger Jordan
Mondialisation.ca, 09 mai 2019
wsws.org

Région : Amérique latine & Caraïbe, Le Canada
Analyses: "Putsch" au Venezuela

À la suite de l'échec de la tentative des États-Unis et de leur larbin Juan Guaidó de fomenter un coup d'État au Venezuela, le gouvernement libéral du Canada réaffirme son soutien à l'opération de changement de régime menée par Washington dans ce pays d'Amérique du Sud. En plus des déclarations soutenant le putsch criminel, les libéraux de Justin Trudeau travaillent en coulisses pour orchestrer la mise en place d'un régime fantoche d'extrême droite pro-impérialiste à Caracas.

Le principal moyen par lequel le Canada aide Washington et poursuit ses propres intérêts impérialistes prédateurs au Venezuela est le Groupe de Lima, un regroupement d'alliés des États-Unis dans les Amériques dans lequel le Canada joue un rôle de premier plan. Créé en 2017 dans le but apparent de mettre «pacifiquement» un terme à la crise politique et sociale au Venezuela, le groupe de Lima constitue en réalité une façade pour l'impérialisme américain dans sa détermination à installer un régime client dans le pays disposant des plus grandes réserves de pétrole prouvées au monde.

Alors que l'administration Trump brandit la menace explicite d'intervenir militairement, ce qui pourrait dégénérer en un conflit régional, le Groupe de Lima a déclaré publiquement qu'il s'opposait pour le moment à toute action militaire extérieure. Mais les activités du groupe sont étroitement coordonnées avec Washington, le Canada ralliant à fois les membres du groupe de Lima derrière chaque nouvelle escalade des États-Unis, depuis la proclamation d'illégitimité de la réélection de Maduro l'année dernière jusqu'à l'approbation immédiate de la proclamation de Guaidó comme «président par intérim» le 23 janvier et enfin, lors de la tentative de coup d'État militaire de la semaine dernière.

Quelques heures à peine après le début du coup d'État de Guaidó, qui s'est rapidement effondré en raison du manque de soutien populaire et du refus de toute partie importante de l'armée de renoncer au régime nationaliste bourgeois de Maduro, le groupe de Lima a publié une déclaration qui présente cyniquement le putsch manqué comme étant un effort «pour rétablir la démocratie» au Venezuela. La déclaration a ensuite exigé que l'armée vénézuélienne «cesse d'être un instrument du régime illégitime pour l'oppression du peuple vénézuélien».

Il ne fait aucun doute que le Canada est derrière cette propagande en faveur du coup d'État parrainé par les États-Unis. La ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, dont les liens étroits avec des personnalités de l'élite politique et financière américaine sont bien

connus, a organisé une réunion d'urgence du groupe de Lima par vidéoconférence le 30 avril afin de discuter de ce que le gouvernement canadien espérait de toute évidence être l'éviction rapide de Maduro par l'armée du Venezuela. Mais la tentative de coup d'État est rapidement tombée à l'eau et les deux jours suivants, le régime de Maduro a fait une démonstration de force. De grandes foules ont manifesté pour soutenir le gouvernement le 1er mai et le président a marché avec ses principaux commandants militaires à Caracas le lendemain.

Trudeau a réagi à la faillite du coup d'État de Guaidó en cherchant à promouvoir un changement de régime à Caracas par d'autres moyens. Selon une déclaration du bureau du premier ministre, Trudeau a parlé du Venezuela avec le président cubain Miguel Diaz-Canel à la fin de la semaine dernière. «Le premier ministre, au nom du groupe de Lima, a soutenu qu'il souhaitait voir des élections libres et équitables et le respect de la constitution au Venezuela», a déclaré le communiqué. «Le premier ministre a également réitéré son inquiétude face aux souffrances persistantes du peuple vénézuélien. Les deux dirigeants ont discuté des moyens de travailler ensemble pour soutenir une résolution pacifique de la crise.»

Les références à des «élections libres et équitables» et au respect de la constitution sont une véritable fraude, qui vise à dissimuler une agression impérialiste sauvage sous un voile «humanitaire» et «démocratique». Le Canada, pas moins que les États-Unis, a hâte de mettre la main sur les vastes réserves de pétrole du Venezuela, renforçant ainsi la position de ses investissements miniers et financiers de plusieurs milliards de dollars en Amérique latine. Il partage également l'objectif de Washington de limiter l'influence russe et chinoise dans la région. La Chine en particulier est devenue un investisseur majeur en Amérique du Sud au cours de la dernière décennie.

La déclaration du cabinet du premier ministre ne laisse aucun doute sur le fait que Trudeau cherchait à renforcer Cuba, qui fait maintenant l'objet de sanctions renforcées de la part des États-Unis, pour lui faire renoncer à son soutien à Maduro au profit de Guaidó. Depuis le 23 janvier, le Canada maintient que Guaidó était le président «constitutionnel» du Venezuela et l'incarnation des aspirations «démocratiques» du peuple vénézuélien. En réalité, son autoproclamation à la présidence était une conspiration criminelle orchestrée par l'administration Trump, mais dans laquelle le Canada jouait un rôle de soutien important. Dans les jours et les semaines qui ont précédé le 23 janvier, des diplomates canadiens, y compris sur le terrain au Venezuela, ont rencontré des dirigeants de l'opposition pour les encourager à s'unir et à renverser Maduro.

La tentative de Trudeau d'intimider Cuba, l'un des alliés les plus proches de Maduro, revêt une importance particulière. Le Canada a des intérêts économiques majeurs à Cuba et a longtemps servi d'intermédiaire entre La Havane et Washington. Ottawa tente maintenant de tirer parti de ces liens pour que La Havane utilise ses relations diplomatiques avec le régime de Maduro afin de faciliter la défection de parties importantes de celle-ci derrière la marionnette américaine Guaidó.

Trudeau prend cette initiative alors que l'administration Trump exerce de plus en plus de pression sur le Canada pour qu'il adopte une ligne plus dure envers Cuba. Le mois dernier, Trump a levé l'interdiction imposée aux citoyens américains de poursuivre en justice les entreprises qui font des affaires à Cuba en utilisant des biens saisis à des sociétés américaines lors de la révolution de 1959. Trump a affirmé que ce geste était directement lié au soutien continu de La Havane à Maduro.

La mise en œuvre intégrale de la loi Helms-Burton a été appuyée avant tout par le belliciste conseiller à la sécurité nationale de Trump, John Bolton, qui a été en première ligne des personnes qui intimident le Venezuela avec la menace de guerre. L'entrée en vigueur de cette disposition devrait entraîner environ 6000 poursuites, principalement contre des entreprises européennes et canadiennes.

Bien que les dispositions nouvellement appliquées de la loi Helms-Burton visent directement les intérêts économiques du Canada et constituent un autre exemple des tentatives de Washington d'imposer des sanctions extraterritoriales au monde entier, la réaction du gouvernement Trudeau a été discrète. Ottawa a déposé une plainte pour la forme et s'est engagé à soutenir les entreprises canadiennes contre toute poursuite motivée par Helms-Burton.

Pendant ce temps, Ottawa compte sur La Havane pour abandonner l'un de ses plus proches alliés et accepter l'installation d'un régime antidémocratique promis au «Plan Pais» de Guaidó, qui appelle à la privatisation de la richesse pétrolière du Venezuela et à l'imposition de mesures d'ajustement structurel du FMI.

L'intervention à peine voilée du gouvernement Trudeau au Venezuela dans le but d'instaurer un changement de régime ne constitue qu'un aspect de la participation croissante du Canada aux offensives militaires américaines stratégiques dans le monde. Le Canada a été l'un des alliés les plus dévoués de Washington dans le déploiement de l'OTAN vers les frontières de la Russie et maintenant dans le cadre de l'OTAN, ainsi que dans les préparatifs de conflit militaire dans la région Asie-Pacifique avec la Chine.

La promotion par le Canada du changement de régime au Venezuela, à l'instar de toutes ses aventures impérialistes prédatrices à travers le monde, bénéficie d'un soutien quasi unanime de la part de l'establishment politique. Les conservateurs de l'opposition officielle ont été encore plus belliqueux dans leurs dénonciations de Maduro que le gouvernement, tandis que les grands médias, du libéral *Toronto Star* au *Globe and Mail*, porte-parole de l'élite financière du Canada, ont proclamé leur soutien aux tentatives de Guaidó de saisir le pouvoir.

Le Nouveau Parti démocratique est le seul parti de l'establishment à s'être opposé à l'approbation de la tentative de putsch par le gouvernement Trudeau la semaine dernière. Son porte-parole en politique étrangère, Guy Caron, a publié un communiqué condamnant «toute tentative de coup d'État avec l'aide de l'armée». Mais cette remarque hypocrite, émanant d'un parti qui a appuyé une intervention militaire canadienne après l'autre au cours du dernier quart de siècle, visait avant tout à dissimuler la position du NPD en faveur de l'impérialisme au Venezuela. Plus tard dans la même déclaration, Caron a soulevé la demande «d'élections libres et démocratiques», entérinant de ce fait les États-Unis, le groupe de Lima et l'opposition de droite vénézuélienne, affirmant que la présidence de Maduro est constitutionnellement illégitime. «Le Canada doit continuer à travailler avec ses alliés locaux pour trouver une solution pacifique et démocratique», a déclaré Caron.

La réalité est que le Canada et ses «alliés locaux», organisés au sein du groupe de Lima, conspirent pour mettre en place une opération de changement de régime antidémocratique qui conduira un gouvernement d'extrême droite et anti classe ouvrière au pouvoir à Caracas. Cet effort est incompatible avec une solution à la fois «pacifique» et «démocratique». Cela mène inévitablement à la guerre civile, au conflit militaire et au pillage impérialiste du pétrole et des autres ressources naturelles du Venezuela.

En outre, il convient de rappeler que le NPD a explicitement souscrit à l'opération de changement de régime orchestrée par les impérialistes lors de son lancement fin janvier. Ce n'est qu'après un tollé général que le NPD s'est senti obligé de revenir sur cette approbation éhontée.

Roger Jordan

Article paru en anglais, WSWS, le 8 mai 2019

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Roger Jordan, wsws.org, 2019

Articles Par : Roger Jordan

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca